

**Audience publique du 12 mars 2007**

=====

Requête en sursis à exécution, sinon en institution d'une mesure de sauvegarde  
introduite par Monsieur XXX,  
contre une décision du conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat  
en matière de discipline  
-----

**ORDONNANCE**

Vu la requête déposée le 6 mars 2007 au greffe du tribunal administratif par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à XXX, au nom de Monsieur XXX, inspecteur auprès de l'administration des Contributions directes, demeurant à XXX, tendant à voir *"rapporter la suspension de la décision notifiée au requérant et entreprise par recours devant le tribunal administratif, sinon la suspendre"*, le recours au fond auquel cette requête fait référence étant un recours en réformation, déposé le 9 janvier 2007, inscrit sous le numéro 22403 du rôle, dirigé contre une décision du conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 7 novembre 2006 ayant prononcé à son encontre la sanction disciplinaire de la révocation;

Vu les articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives;

Vu les pièces versées et notamment la décision entreprise;

Maître Benoît ENTRINGER, en remplacement de Maître Fernand ENTRINGER, pour le demandeur, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Gilles ROTH entendus en leurs plaidoiries respectives.

-----

Le 7 novembre 2006, le conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat a prononcé à l'encontre de Monsieur XXX, inspecteur auprès de l'administration des Contributions directes, la sanction disciplinaire de la révocation.

Par requête déposée le 9 janvier 2007, inscrite sous le numéro 22403 du rôle, Monsieur XXX a introduit un recours en réformation contre cette décision et par requête du 6 mars 2007, inscrite sous le numéro 22647 du rôle, il a introduit une demande tendant à voir *"rapporter la suspension de la décision notifiée au requérant et entreprise par le*

*recours devant le tribunal administratif, sinon la suspendre", ainsi qu'à "ordonner le règlement sans tarder du traitement de XXX pour les mois de février et suivants."* La demande est basée sur les articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Il fait expliquer que le 20 avril 2006, dans le cadre de l'instruction disciplinaire diligentée à son encontre par le commissaire de gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, il a été provisoirement suspendu de l'exercice de ses fonctions et que cette décision de suspension a été confirmée, le 4 mai 2006, par le ministre des Finances. Il estime que cette manière de procéder est contraire à la présomption d'innocence. Il demande donc, dans l'exposé des motifs de sa requête, qu'en conséquence, *"le requérant demande par la présente requête sursis à exécution de la décision de suspension sur base de l'article 11, sinon, en ordre subsidiaire, une mesure de sauvegarde sur base de l'article 12 [de la loi] du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives."* Il estime que les conditions d'application de ces textes sont données dès lors qu'il risque d'avoir un préjudice grave et définitif dans la mesure où il ne peut pas disposer de ses droits conformément à la législation applicable et que les moyens invoqués à l'appui du recours au fond sont suffisamment sérieux pour justifier la mesure sollicitée. Il ajoute qu'il n'a plus touché son traitement pour les mois de février et mars et que, partant, il n'a plus de moyens de subsistance.

Le délégué du gouvernement soulève le libellé obscur de la requête en ce qu'elle semble viser la décision de suspension prise le 20 avril 2006 et confirmée le 4 mai suivant, alors que le recours au fond est dirigé contre la décision de révocation définitive prononcée le 7 novembre 2006. Le demandeur n'aurait de tout manière pas d'intérêt à agir contre la décision de suspension, étant donné qu'en raison de la décision de révocation intervenue entre-temps, le sursis à exécution, par le président du tribunal administratif, de la suspension, ne produirait aucun effet utile.

Pour le cas où il serait estimé que la décision visée est la décision de révocation, le délégué du gouvernement est d'avis qu'aucun moyen sérieux n'est avancé à l'encontre de celle-ci et que Monsieur XXX ne risque pas de subir un préjudice grave et définitif, sa situation financière pouvant être régularisée en cas de succès de sa demande au fond. De toute manière, l'affaire serait susceptible d'être plaidée et jugée à bref délai.

Monsieur XXX fait répliquer que la requête ne vise pas seulement la suspension des décisions de suspension, mais également de la sanction de la révocation. Pour preuve, sa demande de pouvoir continuer à toucher le salaire qui n'aurait de sens que dans le cadre d'une demande dirigée contre la décision de révocation définitive, puisque dans le cadre d'une demande de suspension, le fonctionnaire continue de toute manière à toucher son traitement.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens

invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

En vertu de l'article 12 de la même loi, le président du tribunal administratif peut au provisoire ordonner toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des parties ou des personnes qui ont intérêt à la solution d'une affaire dont est saisi le tribunal administratif, à l'exclusion des mesures ayant pour objet des droits civils.

Sous peine de vider de sa substance l'article 11 de la même loi, qui prévoit que le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux, il y a lieu d'admettre que l'institution d'une mesure de sauvegarde est soumise aux mêmes conditions concernant les caractères du préjudice et des moyens invoqués à l'appui du recours. Admettre le contraire reviendrait en effet à autoriser le sursis à exécution d'une décision administrative alors même que les conditions posées par l'article 11 ne seraient pas remplies, le libellé de l'article 12 n'excluant pas, a priori, un tel sursis qui peut à son tour être compris comme mesure de sauvegarde.

Il est vrai qu'en ce qui concerne la demande de suspension, la requête est ambiguë en ce qu'elle paraît viser la suspension de Monsieur XXX pendant le déroulement de la procédure disciplinaire.

En tant que c'est cette mesure qui est visée, elle est à rejeter pour défaut de risque d'un préjudice grave et définitif, étant donné que la suspension de cette mesure n'est pas de nature à amener un changement dans sa situation, la révocation étant intervenue entre-temps ayant épuisé les effets de la suspension décidée pour la durée de la procédure disciplinaire.

En tant que la demande tend à rapporter la révocation de Monsieur XXX, il se dégage des articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999, précitée, que même en instituant une mesure de sauvegarde, le président du tribunal administratif ne saurait en aucune manière prendre une mesure définitive qui épuiserait la juridiction du tribunal appelé à statuer au fond.

Or, la demande tendant à voir rapporter la mesure reviendrait à la priver définitivement d'effets. Une telle mesure ne saurait pas être qualifiée de mesure de sauvegarde, de sorte que la demande est à rejeter en tant qu'elle y tend.

Il reste partant à examiner si la mesure peut être suspendue dans ses effets jusqu'à ce que le tribunal administratif se soit prononcé sur la justification du recours introduit au fond.

Concernant la révocation de Monsieur XXX, la requête en sursis à exécution sinon en institution d'une mesure de sauvegarde ne contient aucun élément de nature à

faire admettre que les moyens invoqués au fond à l'appui de la requête en réformation de la décision de révocation seraient sérieux. En effet, la demande en institution d'une mesure provisoire ne discute que la justification de la mesure de suspension décidée le 20 avril 2006 et confirmée le 4 mai suivant.

Cependant, même en se rapportant à la requête au fond sur laquelle la présente demande de sursis à exécution sinon en institution d'une mesure de sauvegarde se greffe, on doit se rendre à l'évidence que les moyens y énoncés ne sont pas de nature, en l'état actuel de l'instruction du dossier, à convaincre du caractère non justifié de la mesure prise à l'encontre de Monsieur XXX. S'il affirme que la peine de la révocation *"ne s'explique qu'à l'encontre d'un présumé fautif qui n'est pas arrivé à se disculper"*, il omet de prendre en considération que la peine en question a été prononcée sur base de faits non contestés ainsi que sur un certain nombre d'indices, juridiquement valables, qui auraient dû l'amener à présenter des éléments aptes à rencontrer et invalider les éléments de preuve ayant produit un effet défavorable à sa thèse.

Concernant la condition du préjudice grave et définitif, il est vrai que le préjudice résultant d'une perte de traitement peut être grave et définitif, à condition qu'il affecte son bénéficiaire dans ses conditions d'existence, l'oblige à modifier son train de vie et à réorienter ses projets d'avenir.

Or, en l'espèce, si Monsieur XXX admet que son épouse a un emploi rémunéré, il n'a fourni aucun élément permettant d'évaluer sa situation financière et, le cas échéant, d'établir que ces revenus sont insuffisants à maintenir la situation financière de sa famille durant l'intervalle relativement bref jusqu'à la décision à intervenir au fond qui, en cas de succès, remettra le demandeur dans sa situation d'avant le prononcé de la sanction disciplinaire. Le soutien financier du conjoint ne constitue pas, en effet, une simple commodité, mais un véritable droit découlant des droits et obligations du mariage. (cf. trib. adm. prés. 28 novembre 2002, n° 15576 du rôle, 18 juillet 2006, n° 21636 du rôle).

Les conditions légales pour le prononcé du sursis à exécution ou l'institution d'une mesure de sauvegarde n'étant pas remplies, il y a lieu de rejeter la demande.

Par ces motifs,

le soussigné président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique,

déclare la demande de sursis à exécution sinon d'institution d'une mesure de sauvegarde non justifiée et en déboute

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 12 mars 2007 par M. Ravarani, président du tribunal administratif, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Rassel

s. Ravarani